

INTERNATIONAL : L'Union européenne sommée d'intervenir au Darfour

Date de parution: Jeudi 14 décembre 2006

Auteur: Richard Werly, Bruxelles

SOUDAN. Deux organisations puissantes, International Crisis Group et Human Rights Watch, exigent des actes pour faire cesser les massacres.

Sanctions économiques ciblées contre le régime de Khartoum, zone d'interdiction aérienne au-dessus du Darfour, offensive diplomatique vis-à-vis de la Chine... A la veille du sommet européen qui s'ouvre ce jeudi à Bruxelles, International Crisis Group (ICG) et Human Rights Watch (HRW) ont dressé mercredi la liste des mesures que les Vingt-Cinq doivent prendre pour rompre la logique de terreur et les massacres dans l'ouest du Soudan. Certaines de ces mesures pourraient être proposées à ses homologues par le premier ministre britannique Tony Blair. Avec le soutien des Etats-Unis.

«Message clair»

ICG et HRW comptent notamment sur la prochaine présidence allemande pour rompre le cercle fatal de l'impuissance diplomatique à propos de ce conflit qui a, depuis 2003, fait plus de 200000 morts. «Le sommet doit accoucher d'un message clair, a tonné le président d'ICG, l'ancien ministre australien des Affaires étrangères Gareth Evans. L'Europe doit apporter son soutien complet et immédiat à des mesures drastiques pour que cessent les violences au Darfour.» Les deux organisations non gouvernementales jugent que «seules de fortes pressions internationales» peuvent faire plier le régime soudanais.

Mieux: les ambiguïtés du Conseil des droits de l'homme de l'ONU - dont la session spéciale s'est achevée hier à Genève par l'envoi sur place d'une nouvelle mission (voir ci-dessous) - justifient, selon les deux ONG, une action européenne unilatérale. «Vu leur enlèvement en Irak, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont ligotés, poursuit Gareth Evans, de retour de Berlin. Mais Londres comme Washington soutiendront une proposition d'intervention si elle recueille l'assentiment des Vingt-Cinq.»

L'une des premières mesures pourrait être le gel des avoirs détenus par des membres du régime soudanais impliqués dans le conflit. «Les Etats-Unis ont appliqué des sanctions, pas l'Europe», déplore Kenneth Roth, de Human Rights Watch, pour lequel «la recrudescence des violences au Darfour entre groupes rebelles ne doit pas faire oublier que l'écrasante majorité des crimes est le fait des milices pro-Khartoum». Le blocus du ciel au-dessus de cette partie du Soudan priverait donc ces dernières de ravitaillement et d'appui hélicoptère. L'Allemagne et la France, qui disposent de forces militaires en Afrique centrale (en République démocratique du Congo côté allemand, au Tchad côté français) pourraient superviser l'opération. A charge aussi pour Paris de convaincre Pékin de lâcher Khartoum, malgré l'appétit chinois pour les réserves pétrolières soudanaises.

«Patience à bout»

La réponse de l'UE à cet appel pressant risque malheureusement de décevoir. Joint par téléphone à Khartoum, le représentant spécial du Conseil européen pour le Soudan depuis juillet 2005, le diplomate finlandais Pekka Haavisto, reste dans une logique de discussion: «Nous continuons de soutenir la mission de l'Union africaine (AMIS). Mais il est évident que la patience de beaucoup de nos Etats-membres est à bout.» L'UE dispose actuellement de 29 policiers et d'une trentaine de militaires au sein de l'AMIS, dont les 7000 soldats sont convoyés, nourris et en partie payés par l'OTAN et les Vingt-Cinq. Quelque 330 millions d'euros ont été alloués à cette force de paix africaine qui, théoriquement, devrait se transformer en force «hybride» avec l'arrivée de contingents de l'ONU. Or la prorogation de cette aide n'est pas acquise: «L'argent manque et le régime soudanais excède tout le monde par ses manœuvres», concède un proche du dossier.

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Cinq restent toutefois divisés. Plusieurs pays font valoir que l'accord de paix du Sud-Soudan, signé en janvier 2005 après trente années de guerre, risque de voler en éclat si Khartoum voit se profiler des sanctions. «La paix a été obtenue au sud grâce à nos promesses de coopération, complète un diplomate. Le Soudan a signé pour rompre son isolement.» La désunion des rebelles du Darfour et l'échec de l'accord de paix bâclé de mai 2006, arraché aux factions par une communauté internationale pressée d'en finir, restent aussi à Bruxelles dans les mémoires.

A défaut d'un message clair, le Conseil des droits de l'homme sauve sa crédibilité

Pierre Chambonnet

Consensus pour l'envoi d'une mission d'évaluation. Lacunaire, le texte adopté difficilement demeure flou.

Le drame du Darfour ne se jouera plus à huis clos. C'est du moins le message que le Conseil des droits de l'homme a lancé mercredi à Genève, en parvenant à un accord de dernière minute sur la province soudanaise en proie à la guerre civile. Dans l'urgence, il est parvenu à un consensus sur l'envoi d'«une mission de haut niveau pour évaluer la situation des droits de l'homme au Darfour», au terme d'une session spéciale houleuse - demandée par le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan.

Après deux jours de tractations et un débat à huis clos, le Conseil a sauvé sa crédibilité en parlant finalement d'une seule voix. Adopté sans vote par consensus, le texte de compromis écarte l'envoi d'une mission politique formée par les pays membres du Conseil, un projet de résolution soutenu par le groupe africain. De son côté, l'Union européenne plaide pour une mission composée d'experts indépendants. En vain.

C'est donc une victoire en demi-teinte. Kofi Annan avait demandé «un message clair» et appelé le Conseil à «envoyer une équipe d'experts indépendants et universellement respectés». Ce seront finalement «cinq personnes hautement qualifiées» que le président du Conseil, l'ambassadeur mexicain Luis Alfonso de Alba, devra désigner, avec le rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Soudan, et surtout après consultation des Etats membres du Conseil.

«Un petit pas dans la bonne direction»

Difficile de savoir si le texte répond d'abord à la nécessité pour le Conseil de sauver sa crédibilité. A la clôture de la session spéciale, le président de Alba soulignait lui-même l'importance de la décision «à la fois pour le Darfour et pour le Conseil».

«C'est un petit pas dans la bonne direction, commentait Sébastien Gillioz, assistant du directeur du bureau de Human Rights Watch à Genève. Le consensus est loin d'être idéal, mais il limite la casse. L'élément crucial reste la nomination des enquêteurs. Le texte est beaucoup trop flou à ce sujet.»

Il est aussi lacunaire car à défaut de condamner les violations des droits humains au Darfour, le Conseil y exprime seulement «sa préoccupation devant la gravité de la situation». Il se garde également de mettre en cause le gouvernement de Khartoum. Louise Arbour, la haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, avait pourtant directement accusé mardi les forces gouvernementales et ses milices supplétives, ainsi que les forces rebelles, d'atteintes aux droits de l'homme. «Au moment des commentaires sur le texte, rares ont été les délégations à évoquer clairement ces violations, l'impunité...», regrette Human Rights Watch.

Les délégations se sont en revanche unanimement félicitées de l'accord et du «début d'un processus».

«Nous avons montré que le consensus est possible sans nous contenter du plus petit dénominateur commun», a déclaré le président du Conseil. Après bientôt quatre ans de conflit et au moins 200000 morts, on peut malgré tout s'interroger sur la valeur de cette réponse à la crise. Sur le terrain, pour mettre fin aux massacres, tout reste encore à faire.

L'impuissance de tous les dangers

Richard Werly

Commentaire.

L'appel de l'International Crisis Group et de Human Rights Watch à une intervention européenne unilatérale au Darfour est salubre. Il tombe à point pour redire aux chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Cinq que l'Union a un devoir d'action.

On ne peut pas, sans cesse, souligner l'échec américano-britannique en Irak en restant les bras croisés face à d'autres tragédies bien plus réelles que les prétendues armes de destruction massive de Saddam Hussein. Il en va non seulement de l'image de l'Europe comme puissance, mais aussi de sa perception dans chaque foyer. Les organisations humanitaires, qui ramènent du Soudan des témoignages horribles, ont bien plus de poids dans les médias et sur l'opinion que les porte-parole de Bruxelles avec leurs tableaux statistiques ou leurs régulations. L'impuissance de l'Europe au Soudan est, en cela, celle de tous les dangers.

Le message vaut aussi vis-à-vis du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, dont il est clair que la réforme récente n'a pas réussi à changer les mœurs. Sur le Darfour, et malgré l'habileté du Soudan à constituer

des coalitions d'intérêt afin de gagner du temps, un consensus pointe entre certains pays de l'UE et les Etats-Unis pour une action conjointe. L'implication de l'OTAN, qui convoie les troupes africaines, est de ce point de vue symbolique. Tout comme celle de la Cour pénale internationale, elle aussi saisie des crimes commis dans cette région à feu et à sang.

Volonté d'agir, base juridique pour condamner, motifs pour sanctionner... les conditions d'une action décisive au secours des populations du Darfour se dessinent. Laisser faire est d'autant plus impardonnable.

© Le Temps. Droits de reproduction et de diffusion réservés. www.letemps.ch